

RAPPORT

AU PANCOGE^{d1}

**1ère Conférence panafricaine de l'Union
africaine sur l'éducation des filles et des
femmes**

02 - 05 juillet 2024 | Addis-Abeba, Éthiopie



1.0. Introduction

Le Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique de l'Union africaine (CIEFFA/UA) a organisé et convoqué la toute première Conférence panafricaine sur l'éducation des filles et des femmes en Afrique (PACONGEd1), à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 02 au 05 juillet 2024. La conférence s'est tenue sous le thème « **Prioriser l'éducation des filles et des femmes : une stratégie pour un accès accru à un apprentissage inclusif, qualitatif, tout au long de la vie et pertinent pour l'Afrique** ». Ce thème est en lien avec le thème de l'année 2024 de l'UA intitulé « Éduquer une Afrique adaptée au 21e siècle : construire des systèmes éducatifs résilients pour un accès accru à un apprentissage inclusif, qualitatif, tout au long de la vie et pertinent en Afrique ».

L'événement, premier du genre, a rassemblé environ 600 participants physiques et environ 300 participants virtuels. Ces participants représentaient plus de 30 délégations gouvernementales de l'Union africaine, dont des ministres responsables de l'éducation, du genre et des affaires féminines, de la protection de l'enfance et du développement social, des décideurs politiques, des membres du corps diplomatiques, des partenaires de développement, des départements et organes de l'UA, des agences des Nations unies, des experts, des donateurs et des philanthropes, des organisations de jeunes, des chefs traditionnels et religieux, des organisations de la société civile et des activistes individuels travaillant sur les rapports entre l'égalité des sexes, l'éducation, la protection de l'enfance et la protection sociale.



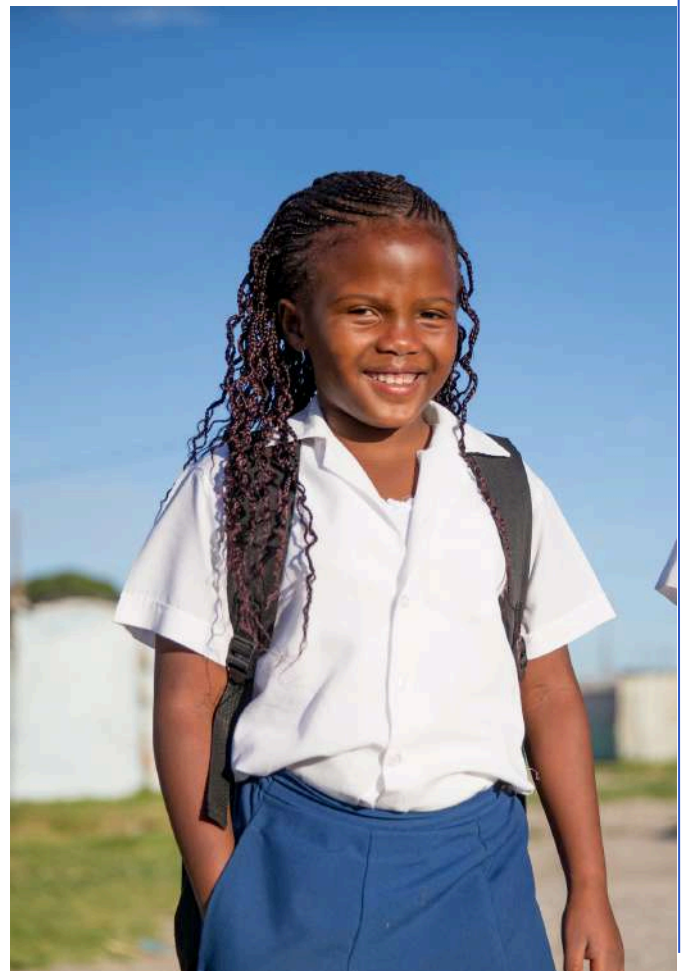
1.1. Contexte



Le continent africain compte un demi-milliard d'enfants âgés de 0 à 14 ans, un nombre qui devrait atteindre 580 millions en 2030. Pour que l'Afrique puisse exploiter ce dividende démographique, l'éducation des enfants les plus vulnérables et marginalisés, et en particulier des filles, doit faire l'objet d'un investissement et d'une priorité de la part de tous. Bien que des progrès aient été accomplis pour garantir l'accès à l'éducation des filles et d'autres enfants marginalisés, de manière générale, ces progrès ont été entravés par des facteurs socioculturels, économiques et politiques, notamment la pauvreté,

l'inégalité entre les sexes, les situations d'urgence humanitaire et les migrations forcées. Il est prouvé qu'environ 30 % de tous les enfants non scolarisés dans le monde se trouvent en Afrique subsaharienne, 32,6 millions de filles en âge de fréquenter l'école primaire et le premier cycle de l'enseignement secondaire n'étant pas scolarisées et 9,3 millions d'entre elles risquent de ne jamais mettre les pieds dans une salle de classe.

Face à cette situation alarmante de l'éducation des filles et des femmes en Afrique, aggravée par la pandémie du COVID 19, l'UA/CIEFFA considère que l'ambition d'éduquer les filles et d'investir durablement dans leur éducation est une nécessité pour tous. Cette ambition nécessite des efforts multisectoriels importants et durables de la part de tous les acteurs.



1.1. Contexte

Au regard des diverses ambitions institutionnelles, et faisant suite à la quatrième session ordinaire du Comité technique spécialisé sur l'éducation, la science et la technologie (CTS-EST4) tenue au cours de l'année 2022 ; prenant en compte les déclarations du Sommet sur la transformation de l'éducation (TES) des Nations unies, l'événement parallèle de haut niveau sur la transformation de l'éducation en Afrique, la déclaration et le lancement prochain du thème de l'année 2024 de l'UA intitulé: «Éduquer une Afrique adaptée au 21e siècle – construire des systèmes éducatifs résilients pour un accès accru à un apprentissage inclusif, qualitatif, tout au long de la vie, et pertinent en Afrique», ainsi que la déclaration de Dakar adoptée lors de la réunion des experts en éducation tenue du 21 au 23 juin 2022 au Sénégal

sous le thème « Évaluer les pertes de l'apprentissage pour assurer le rattrapage scolaire des filles africaines » ; et considérant également la campagne «L'Afrique éduque ses filles», on peut constater une voix ferme et continue qui plaide en faveur d'un renforcement et d'un meilleur investissement dans l'accès des filles et des femmes à l'éducation en Afrique.

C'est dans ce contexte que le CIEFFA UA a réuni toutes les principales parties prenantes travaillant dans les domaines de l'égalité des sexes, de l'éducation et de la protection sociale lors de la première conférence panafricaine de l'Union africaine sur l'éducation des filles et des femmes, sous le thème "Prioriser l'éducation des filles et des femmes : une stratégie pour un accès accru à un apprentissage inclusif, qualitatif, tout au long de la vie et pertinent en Afrique".



1.2. Objectifs



L'événement avait pour but de créer un espace permettant aux principaux acteurs de l'éducation, y compris tous les acteurs susmentionnés, de discuter de l'accélération des actions pour faire progresser l'éducation sensible au genre et d'identifier les opportunités de collaboration et de plaider, le cas échéant, en prenant en compte les liens avec la thématique de l'UA en 2024 sur l'éducation et en amplifiant la campagne de l'UA [#AfricaEducatesHer campaign](#).

Méthodologie et format

1. Vulgariser et diffuser largement la campagne continentale "L'Afrique éduque ses filles".
2. Évaluer et clarifier la situation de l'éducation des filles et des femmes en Afrique.
3. Explorer les possibilités de financement durable pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique
4. Identifier les défis, et formuler les recommandations et les principales solutions pour l'avancement de l'éducation des filles et des femmes en Afrique.
5. Renforcer le réseautage et les partenariats entre les parties prenantes qui travaillent à l'intersection de l'égalité des sexes et de l'éducation en Afrique.
6. Plaider pour l'adoption de cadres, de recommandations et de politiques, en particulier ceux formulés par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, lors du 8e DHN.
7. Célébrer le 20ème anniversaire du CIEFFA de l'Union africaine.



1.3. Méthodologie et format



Le programme de la conférence s'étendait sur quatre jours et était organisé de manière hybride avec des participants virtuels et physiques. La méthodologie d'engagement comprenait des conférences magistrales, des sessions plénières, des discussions en groupe, des présentations, des témoignages et des récits, des projections de documentaires et des événements parallèles organisés par les partenaires. Tous ces éléments ont permis un partage d'expériences participatif et collaboratif, la formulation de solutions et la prise d'engagement. Les domaines thématiques des travaux ont porté sur des questions d'actualité et critiques relatives à l'éducation des filles et des femmes, à savoir:



- Les filles non scolarisées et les politiques et cadres de réinsertion
- La planification du secteur de l'éducation sensible au genre (GRESF)
- Le financement de l'éducation tenant compte de la dimension de genre
- La pédagogie sensible au genre et la réforme des programmes scolaires
- L'éducation dans le contexte des situations d'urgence et du changement climatique
- Le mariage d'enfants, les mutilations génitales féminines (MGF) et la violence basée sur le genre en milieu scolaire (SRVBG)
- Le rôle des chefs traditionnels et religieux
- Le développement de la petite enfance
- L'enseignement et la formation technique et professionnelle (EFTP), la science, la technologie, l'ingénierie, les arts et les mathématiques (STEAM) et le développement des compétences chez les femmes et les filles
- Le soutien des hommes et des jeunes à l'égalité des sexes dans l'éducation

2.0. Séance d'ouverture

2.1. Cérémonie d'ouverture



La cérémonie d'ouverture a été conduite par de hauts responsables représentant la société civile, les partenaires du développement, les États membres et l'Union africaine. Mme Simone Yankey-Ouattara, Coordinatrice par intérim du CIEFFA de l'UA, a prononcé un discours préliminaire avant de présenter une vidéo captivante d'enfants de toute l'Afrique exprimant leurs demandes et leurs attentes à l'égard de la conférence. Cette session a ensuite été modérée par S.E. Prof. Mohammed Belhocine, Commissaire à l'ESTI- Commission de l'UA, qui a présenté les orateurs.



Antara Ganguli, directrice de l'Initiative des Nations unies pour l'éducation des filles (UNGEI), a pris la parole avec passion pour souligner la nécessité d'aller au-delà de la simple question de l'accès des filles à l'école et de leur scolarisation, et de réfléchir à des solutions permettant de s'attaquer aux causes profondes. "Il ne suffit pas de scolariser les filles. Ces chiffres masquent un problème bien plus préoccupant : la façon dont nous considérons les filles et ce que nous imaginons pour leur avenir", a-t-elle affirmé. Tout en reconnaissant les progrès accomplis, elle a rappelé à l'assemblée que la réalisation des ODD en Afrique a été particulièrement difficile ces dernières années en raison des graves conflits et des conséquences du changement climatique auxquels le continent est confronté.

2.1. Cérémonie d'ouverture

L'Ambassadeur Stian Christensen, de la Mission permanente de la Norvège auprès de l'UA, a ensuite pris la parole et a réaffirmé son soutien à l'éducation des filles en Afrique, compte tenu de la nécessité de cette éducation pour le continent et le monde entier. Il a indiqué que le renforcement des capacités des gouvernements était nécessaire pour assurer une éducation de qualité, que ce soit dans le cadre de l'enseignement classique ou de l'éducation en situation d'urgence. Il a plaidé en faveur d'une augmentation du financement national de l'éducation, un élément essentiel pour permettre aux pays d'être mieux préparés en cas de crise.

La République centrafricaine, qui préside actuellement le Comité technique spécialisé (CTS) sur l'éducation, la science et la technologie, était représentée par le ministre d'État à l'éducation, S.E. Aurelien-Simplice Kongbelet-Zingas. Il a déclaré qu'au-delà d'être un droit humain, l'éducation des filles doit être considérée comme une nécessité pour le développement dans l'ensemble du continent africain. La Vice-présidente de la Commission de l'UA, S.E. Dr Monique Nsanzabaganwa, lui a emboîté le pas pour souligner la



nécessité d'utiliser l'éducation des filles comme un outil stratégique et de considérer la contribution que celle-ci apporte aux filles et, à terme, aux femmes, en leur permettant de faire des choix éclairés et de se frayer un chemin dans toutes les sphères de la vie de manière compétitive. Elle a souligné que l'UA a fait entendre sa voix face à ces défis pendant plus de 31 ans, depuis la déclaration de Ouagadougou en 1993 et le Cadre d'action. Elle a également expliqué comment l'UA a pris des initiatives sur les aspects juridiques et politiques de l'éducation des filles et des femmes sur le continent, et que ces initiatives ont porté des fruits substantiels qui se reflètent dans les progrès accomplis. La première PANCOGED de l'Union africaine a ensuite été déclarée officiellement ouverte.



2.2. Dialogue de haut niveau sur les politiques éducatives sensibles au genre

Après la Session d'ouverture s'en est suivi le Dialogue de haut niveau (DHN), lequel a constitué la 8ème session du DHN et représente l'un des programmes phares du CIEFFA de l'UA. Modérée par le Dr Cleophus Mugenyi, Commissaire pour l'éducation de base de l'Ouganda, la session a débuté par la présentation et discussion du projet de rapport de la situation de l'éducation des filles en

Afrique, par Mme Simone Yankey-Ouattara, Coordinatrice par intérim du CIEFFA de l'UA, Mme Fabricia Devignes, Spécialiste principale de l'éducation, à l'Institut international pour la planification de l'éducation de l'UNESCO (IIPÉ/UNESCO), et Dr Quentin Wodon, Directeur de l'Institut international pour le renforcement des capacités en Afrique de l'UNESCO (IICBA/UNESCO). Cette présentation avait pour objectif de mettre en évidence la nécessité de disposer d'un rapport continental sur l'éducation des



filles, un travail en cours entre le CIEFFA de l'UA et des partenaires clés. Mme Devignes a indiqué que la première partie du rapport visait à analyser les niveaux de disparité entre les hommes et les femmes et à explorer les facteurs associés, afin de comprendre les causes éventuelles de ces niveaux. Les États membres seront impliqués après la finalisation du rapport. Martin Benavides, Directeur de l'IIPÉ/UNESCO, a ensuite présenté un exposé sur la planification du secteur de l'éducation. À sa suite, Mme Justine Sass, Responsable de l'éducation pour l'inclusion et l'égalité des genres à l'UNESCO, a fait une présentation sur le suivi du TES : les engagements et progrès en Afrique. Elle a indiqué que 24 pays africains avaient pris des engagements spécifiques en faveur de la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes dans et à travers leurs systèmes éducatifs. Elle a également souligné qu'il était essentiel de fournir des données, des preuves et des connaissances aux ministères, aux organisations de la société civile et aux groupes de jeunes à des fins de redevabilité.



2.2. Dialogue de haut niveau sur les politiques éducatives sensibles au genre

Cette présentation a donné lieu à une discussion ministérielle animée sur « les politiques d'éducation sensibles au genre et le suivi des engagements en matière de T&S en Afrique ». Au nombre des panélistes, il y avait des représentants de la Namibie, de la République arabe sahraouie, des Seychelles, de la Sierra Leone et de l'Ouganda, ainsi que de la société civile par le truchement de FAWE et une jeune activiste, Selina Nkoile.

L'Honorable Faustina Namutenya Caley, Vice-ministre de l'Éducation, des Arts et de la Culture de la Namibie, a fait part de l'approche adoptée par son pays dans le cadre de la résolution des questions liées au genre dans l'éducation des filles, et a également présenté les enseignements tirés de l'expérience. Elle a souligné l'utilisation d'une approche multidimensionnelle et la manière dont la Namibie a pu disposer d'une politique sectorielle sur l'éducation inclusive et de politiques sur la santé scolaire intégrée. Elle a indiqué que l'accroissement de la valeur de l'éducation contribuera à augmenter le taux de scolarisation.

L'Honorable Joyce M. Kaducu, ministre d'État chargée de l'Enseignement primaire en Ouganda, a longuement parlé de la nécessité d'une action positive en faveur des filles, en particulier dans les domaines des STEM, afin de lutter contre les inégalités entre les hommes et les femmes.

S.E. Monsieur Khatri Addouh, ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle de la République arabe sahraouie démocratique, a fait part des mesures de sécurité et d'accès durable à l'éducation pour les filles qui ont été mises en œuvre dans le pays. Ces mesures concernent les camps de réfugiés, les infrastructures, les campagnes d'alphabétisation, l'éducation inclusive et les soins de santé.

L'Honorable Merna Eulentin, Vice-ministre de l'Éducation des Seychelles, a expliqué à l'assemblée les politiques sensibles au genre que son pays a mises en œuvre, notamment en ce qui concerne l'accès des filles à l'éducation ; et il a décrit la nature de la politique adoptée par le pays en matière d'éducation inclusive. Cette politique vise à garantir l'égalité d'accès à l'éducation. Le pays dispose également d'une politique en matière de harcèlement sexuel et d'une politique de protection visant à garantir la sécurité de tous les élèves, à les mettre à l'abri de la violence dans les écoles et à réduire fortement les perturbations. Enfin, il a fait remarquer que les Seychelles disposent d'un programme d'alimentation scolaire sous la forme d'un « programme de petits déjeuners » qui constitue un moyen de rétention des élèves.



2.2. Dialogue de haut niveau sur les politiques éducatives sensibles au genre



S.E. Madame Aicha Bah Diallo, Présidente du Conseil d'administration de FAWE Afrique, et promotrice reconnue de l'éducation des filles, a partagé l'expérience qu'elle a acquise au cours de sa vie en travaillant dans le domaine de l'éducation des filles. Elle a insisté sur la nécessité de partenariats multidonateurs, sur le suivi et l'évaluation des programmes, ainsi que sur la nécessité d'une action positive sous forme de bourses et de financement de l'éducation pour tous.



Mme Selina Nkoile, du projet Nashipai Maasai et de transformation de l'éducation, abrité par l'UNGEI, a, quant à elle, parlé de son expérience en tant que jeune activiste qui a bénéficié directement d'éducation et a été influencée par cette même éducation. Elle a raconté comment l'éducation l'a sauvée d'un mariage précoce et forcé, et comment elle gère aujourd'hui une école qui offre à 400 filles des bourses gratuites, des serviettes hygiéniques et un espace sûr pour l'éducation.



Elle a également expliqué comment les crises climatiques perturbent les systèmes éducatifs et, que, par conséquent, l'école a mis en place des cours sur l'agriculture régénératrice de revenus dans le cadre desquels les membres de la communauté s'associent et apprennent à cultiver des aliments dans une optique de durabilité. Cela a permis de réduire la faim au sein de la communauté et de mettre en évidence le pouvoir des partenariats.



Enfin, Madame Blessing Kenyeh Kutubu, promotrice de la jeunesse de Sierra Leone, a également partagé son expérience en tant qu'activiste. Très jeune, elle a supplié les différents gouvernements de mettre en œuvre des politiques, des lois et des programmes au lieu de se contenter de belles paroles ; ce, afin de s'assurer que les filles atteignent des niveaux très élevés de réussite.

2.2.1. Principales questions politiques et recommandations du DHN

Les principales questions suivantes ont été soulevées et des recommandations ont été formulées :

1. Élaborer des stratégies de sensibilisation qui ne soient pas uniquement axées sur un accroissement de la scolarisation des filles, mais qui s'attaquent également aux pratiques socioculturelles susceptibles d'entraver l'éducation des filles dans tous les domaines.
2. Accroître le financement national de l'éducation afin de renforcer l'investissement dans le secteur.
3. Promouvoir l'emploi des femmes dans le secteur public et le secteur privé afin d'améliorer le développement global, comme c'est le cas en Norvège.
4. Créer un environnement d'apprentissage sûr pour les filles et les femmes afin de préserver leur sécurité.
5. Élaborer une politique de lutte contre le harcèlement sexuel afin d'assurer la sécurité des filles contre les abus sexuels et l'intimidation dans les écoles.
6. Renforcer ou mettre en place une politique de réintégration des filles enceintes à l'école et qui ne les stigmatise pas.
7. Initier ou renforcer les programmes alimentaires, en particulier dans les zones touchées par des conflits ou des difficultés, afin de faciliter le maintien des filles à l'école.
8. Élaborer une politique d'action positive dans le domaine de l'éducation à tous les niveaux, y compris les STEM et les bourses d'études, afin de réduire les inégalités.
9. Élaborer ou renforcer les programmes de mentorat existants pour les filles et les doter de compétences utiles dans la vie courante
10. Mettre en œuvre et appliquer de manière stricte des lois et des politiques qui promeuvent l'éducation des filles et des femmes.
11. Adopter des lois qui criminalisent les mariages d'enfants et les mutilations génitales féminines là où existent ces pratiques
12. Réviser les programmes d'enseignement afin de répondre aux besoins de la communauté
13. Établir et renforcer des partenariats entre et parmi les pays du monde entier. Les coopératives, au niveau mondial et régional, sont des mécanismes de financement importants ; et il est nécessaire de partager les meilleures pratiques, en matière d'éducation, qui peuvent être reproduites.
14. Adopter des approches multisectorielles pour traiter de la question de l'éducation des filles et des femmes dans tous les domaines.
15. Créer des centres de secours ou de sécurité où les filles peuvent se réfugier
16. Développer des programmes qui encouragent une plus grande implication des jeunes garçons et des hommes comme faisant partie de la solution dans des initiatives qui promeuvent les filles et les femmes.
17. Mener des recherches fondées sur des données probantes afin d'éclairer les politiques.

2.2. Dialogue de haut niveau sur les politiques éducatives sensibles au genre

En conclusion, tous les orateurs ont rappelé que l'investissement dans l'éducation des filles et des femmes est important pour stimuler le développement non seulement de la femme, mais aussi de sa famille, de sa communauté et de sa nation. Les discours de clôture ont été prononcés par S.E. Monsieur Tsutomu Nakagawa, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon auprès de l'UA, Dr Laila Omar Gad, représentante de l'UNICEF auprès de l'UA et de la CEA, Dr Rita Bissoonauth, Directrice du bureau local de l'UNESCO auprès de l'UA et S.E. Prof. Mohammed Belhocine,

Commissaire, ESTI, Commission de l'UA. Collectivement, il a été affirmé que des progrès notables ont été réalisés par certains États membres ; des progrès qui doivent être reproduits. Mais il reste encore beaucoup à faire. En effet, il a été expliqué que la réduction de l'écart entre les sexes dans l'éducation nécessite une approche multisectorielle, des données et des preuves. En outre, les gouvernements, les OSC, le secteur privé et les partenaires de développement doivent mobiliser des ressources financières durables pour soutenir l'éducation des filles et des femmes.



3.0. Lutter contre les VBG pour l'amélioration de l'accès des filles à l'éducation et l'achèvement de leur cycle d'études

Les sessions plénières et les discussions de groupe ont permis d'examiner les pratiques néfastes telles que les mutilations génitales féminines, la violence basée sur le genre et la violence basée sur le genre en milieu scolaire, ainsi que les mariages précoces et forcés, qui constituent des obstacles à l'avancement de l'éducation des filles et des femmes (EFF). La session plénière était placée sous le thème « Lutter contre les VBG pour un meilleur accès et une meilleure réussite des filles dans l'éducation ». L'ouverture a été modérée par M. Santi Mofoka, Secrétaire permanent adjoint par intérim - Ministère de l'Éducation et de la Formation du Lesotho, et a été marquée par les interventions de Mme Angela Martins, Directrice par intérim du développement social, de la culture et du sport de la Commission de l'UA, de l'Honorable Janet Ramatoulie Sallah, Rapporteur spécial sur les droits des femmes en Afrique à CADHP, Mme Letty Chiwara, Représentante d'ONU Femmes au Malawi, Mme Julie Mwabe, Responsable du plaidoyer mondial et des politiques publiques, GPE, Mme Winnie Byanyima, Directrice exécutive, ONUSIDA, qui a fait une intervention en ligne, et l'Hon. Owen Sabelo Nxumalo, ministre de l'Éducation et de la Formation d'Eswatini.

Toutes les interventions d'ouverture ont rappelé la nécessité de mettre en



place des solutions et des partenariats centrés sur la communauté pour lutter contre les pratiques socioculturelles néfastes qui ont un impact sur l'accès et le maintien des filles à l'école. À la suite de ces interventions sont intervenus la présentation et le lancement continental du rapport sur « L'éducation des filles et l'élimination du mariage des enfants en Afrique : Investissement et rôle des enseignants et des chefs d'établissements » ; une initiative de collaboration entre le CIEFFA de l'UA et l'IIRCA de l'UNESCO. Les intervenants, le Dr Q. Wodon de l'UNESCO et Mme Lorato Modongo du CIEFFA de l'UA, ont établi des liens essentiels entre l'éducation des filles, l'élimination du mariage des enfants en Afrique et les avantages en termes de revenus pour les filles. Ils ont abordé la question de la nécessité d'impliquer toutes les parties prenantes, de veiller à la mise en œuvre rigoureuse des politiques et des législations, et de susciter la volonté politique afin de mettre fin aux mariages d'enfants.



3.0. Lutter contre les VBG pour l'amélioration de l'accès des filles à l'éducation et l'achèvement de leur cycle d'études

Le Dr Martha Muhwezi, Directrice exécutive du FAWE, a présenté un exposé sur l'impact des VBG, des mariages d'enfants, des grossesses des adolescentes et des MGF sur l'éducation des filles et des femmes. Elle a expliqué les formes de VBG en milieu scolaire, qui comprennent la violence physique, le harcèlement, les brimades, la violence sexuelle et les châtiments corporels. Elle a également expliqué que 37 millions de filles en Afrique sont mariées à des enfants, ce qui a des conséquences négatives, notamment des grossesses précoces, des problèmes de santé, des violences sexuelles et l'abandon de l'école. Elle a présenté les modèles dont dispose le FAWE pour lutter contre ces pratiques, notamment les clubs de mères, Tuseme, le manuel de formation sur les VBG en milieu scolaire et la pédagogie sensible au genre.



Cette session a été suivie d'une table ronde sur la violence sexiste à l'école avec des représentants de World Vision, du FNUAP, d'ONU Femmes, de la campagne « Filles, pas épouses » et des États membres de l'UA, à savoir la Gambie, le Bénin, le Ghana et le Cameroun, sous la modération de Mme Hadijatou Sey, ministre de l'Éducation de base et de l'Enseignement secondaire de la Gambie. La table ronde a porté sur les mesures prises par les États membres dans leurs



juridictions respectives pour lutter contre les VBG en milieu scolaire.

S.E. Véronique Tognifodé Mewanou, ministre des Affaires sociales et de la Microfinance du Bénin, a expliqué comment son pays a mis en place des lois et des politiques, notamment une politique en faveur des adolescents sur la santé de la reproduction qui prend en compte les questions de la sexualité et de la procréation. Le Bénin a également adopté des lois qui criminalisent certaines formes de VBG, telles que les MGF, les mariages précoces, les relations sexuelles entre enseignants et élèves et d'autres infractions à caractère sexuel. Le programme d'études a également été revu pour tenir compte de la dimension de genre et répondre aux besoins spécifiques des filles et des femmes. Et des programmes ont été mis en place pour faciliter l'absorption des filles, et susciter leur intérêt pour le domaine des sciences, de la technologie et de l'ingénierie (STEM).



3.0. Lutter contre les VBG pour l'amélioration de l'accès des filles à l'éducation et l'achèvement de leur cycle d'études

Mme Gifty Asiedu, Directrice de l'éducation et de l'apprentissage des jeunes filles au ministère de l'Éducation du Ghana, a présenté la politique de son pays en matière de services éducatifs, qui comprend deux unités, à savoir l'Unité chargée de l'orientation et du conseil et l'Unité chargée des filles. Elle a également mis en lumière la politique de son pays en matière de sécurité à l'école ; politique qui couvre les questions de harcèlement sexuel et de châtiement corporel. Le Ghana dispose également de lignes directrices sur la grossesse des filles, structurées par des dispositions prévoyant un soutien psychosocial aux filles enceintes, aux parents et aux élèves pour leur permettre de faire face à la situation. En outre, la directrice a présenté la politique du Ghana en faveur de la réintégration des filles enceintes à l'école.

Mme Marie-Thérèse Abena Ondo, ministre du Genre et de la Famille du Cameroun, a rappelé que la violence à



l'école est endémique et qu'elle doit être combattue par la mise en œuvre de politiques. Elle a indiqué que la mise en place d'une approche innovante de vidéosurveillance dans les écoles pour renforcer la sécurité a donné des résultats positifs qui ont conduit à une réduction de la violence verbale. Le Cameroun réintègre les jeunes filles enceintes déscolarisées dans le système scolaire.

Mme Letty Chiwara, représentante

d'ONU Femmes au Malawi, a fait remarquer que les données restent cruciales pour le plaidoyer en faveur d'une politique de financement fondée sur des preuves. Elle a expliqué que ONU Femmes dispose d'une expertise en matière de collecte de données de recherche que les États membres de l'UA peuvent exploiter, ainsi que de programmes qui traitent des questions clés liées au genre. Elle a insisté sur le fait que l'utilisation des données doit être ciblée, comme l'atteste le programme spécial d'ONU Femmes sur les données relatives au nombre de femmes, une stratégie utilisée pour informer les décideurs politiques sur les questions qui touchent les filles et les femmes. Elle a également fait part des directives mondiales élaborées sur les VBG en milieu scolaire, qui pourraient être utiles aux gouvernements.



3.0. Lutter contre les VBG pour l'amélioration de l'accès des filles à l'éducation et l'achèvement de leur cycle d'études

M. Saturnin Epie, Chef du bureau de la Représentation du FNUAP auprès de l'UA et de la CEA, a plaidé en faveur d'un financement plus important des organisations de femmes et d'une intensification des mesures visant à promouvoir une masculinité positive. Fatou Gueye Ndir, Responsable régionale de l'engagement et du plaidoyer au sein de la campagne « Filles, pas épouses », a, quant à elle, lancé un appel à l'action en faveur de l'adoption d'approches multidimensionnelles dans le cadre de la lutte contre la violence en milieu scolaire, et insisté pour que les États membres et tous les partenaires établissent des partenariats et veillent à la participation active des OSC et des jeunes à tous les niveaux.

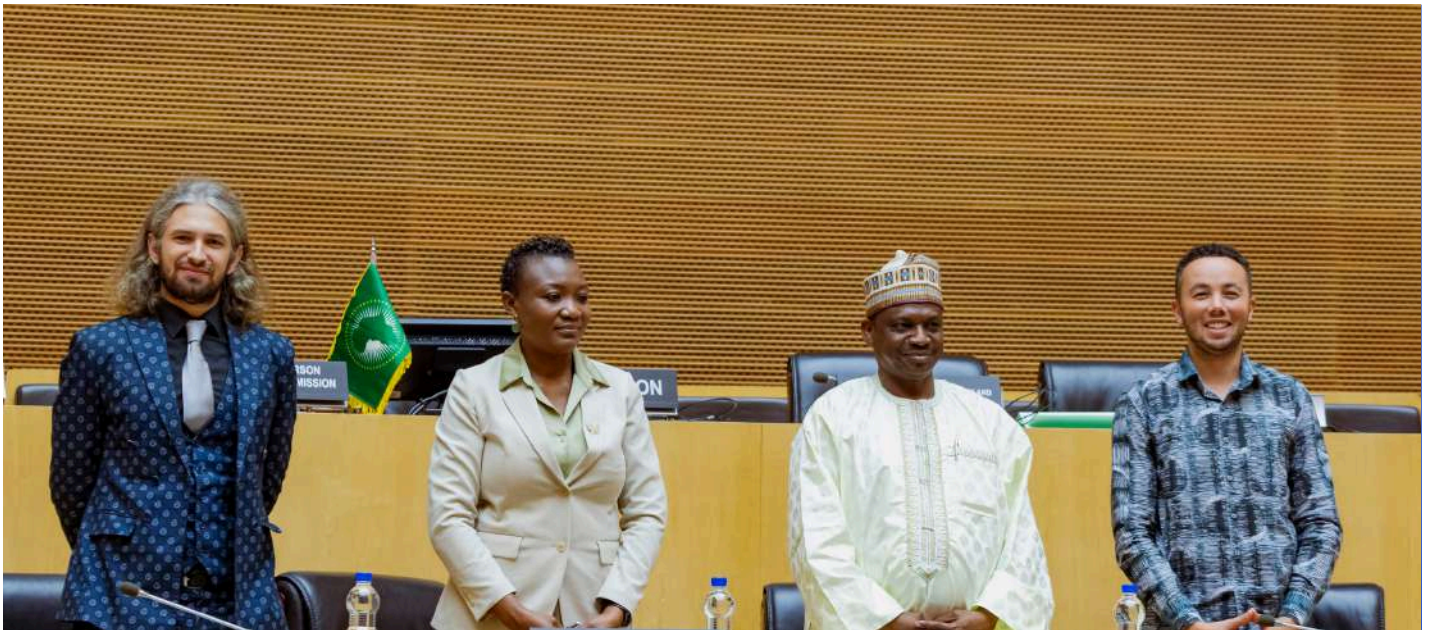
Rebecca Kabongwe, une adolescente parrainée par World Vision, a partagé ses réalités propres et son expérience à l'école sur les facteurs qui entravent l'éducation des filles. Elle a également expliqué comment les écoles ne sont pas sécurisées pour les filles, notamment en raison du harcèlement, des brimades et des agressions sexuelles parfois commises par les enseignants. Elle a lancé un appel pressant en faveur de l'adoption de lois qui protègent les filles dans les écoles.

À l'issue de cette session, et reconnaissant l'importance de l'engagement pour la révision de la Stratégie continentale pour l'éducation en Afrique (CESA), les participants ont été invités à participer à une séance d'information sur le processus suivi par l'ESTI ; séance marquée par des réflexions et des analyses de la part de l'UNESCO, l'IIRCA et le FAWE. Il a été demandé aux participants de prendre part à ce processus inclusif.

La réunion s'est poursuivie par le visionnage d'un documentaire intitulé « Little Faith » sur la lutte contre les VBG en Ouganda, réalisé par Afrie, un alumni du CIEFFA de l'Union africaine, ainsi que d'un documentaire de World Vision sur le cas des enfants au Soudan, pays touché par la guerre.



4.0. Engagement des jeunes en faveur de l'éducation des filles



Cette session, axée sur les jeunes et dirigée par eux, a débuté par une séance plénière sur l'engagement des jeunes en faveur de l'éducation des femmes et des filles. La cérémonie d'ouverture a été modérée par Mme Sophia Ashipala, Responsable de l'éducation à l'ESTI, et a été marquée par l'allocution d'ouverture du Professeur Saïdou Madougou, Directeur de l'ESTI à la Commission de l'UA, et d'Eduard Beukman, Responsable de l'éducation en Afrique à OXFAM. Le sentiment partagé par les intervenants est que l'engagement des jeunes en faveur de l'éducation des femmes et des filles est capital. Les jeunes jouent un rôle important et crucial en tant qu'acteurs de changement, tant au niveau local que national, régional et continental, en plaidant pour l'égalité des sexes dans et par l'éducation. Il est donc nécessaire de faire preuve de discernement dans la recherche et l'acquisition d'informations importantes sur les solutions et les innovations apportées par les jeunes, les défis spécifiques et les questions intersectionnelles qui soutiennent l'éducation des filles et des femmes.

Les principaux exposés sur les programmes de renforcement des capacités des jeunes et la promotion de l'éducation des filles ont donné lieu à des discussions ; en l'occurrence, cela a concerné le IMNL, l'initiative pour l'inclusion financière et économique des femmes et des jeunes (WYFEI) à l'horizon 2030, les initiatives de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et le programme de renforcement des capacités des jeunes mené par le CIEFFA de l'UA (UA/CIEFFA YCBW). Cette session a été modérée par Keagetswe Alex Kgotlaetsile, Responsable de l'éducation, au GTJD, Commission de l'UA. L'Initiative pour l'inclusion financière et économique des femmes et des jeunes à l'horizon 2030 (WYFEI 2030) vise à débloquer 100 milliards de dollars pour au moins 10 millions de femmes et de jeunes d'ici à 2030, en s'appuyant sur les initiatives et les instruments financiers existants dans les secteurs public et privé.

4.0. Engagement des jeunes en faveur de l'éducation des filles



L'initiative vise à construire un écosystème continental résilient qui favorise les actions à impacts, en vue d'améliorer l'inclusion financière et économique des femmes et des jeunes. Elle vise également à accroître les revenus des femmes et des jeunes en soutenant l'esprit d'entreprise et en plaidant pour la parité en matière d'emploi ; à promouvoir la réforme du secteur financier pour rendre les produits et services financiers innovants disponibles, accessibles et abordables pour les femmes et les jeunes ; et à mettre en œuvre des politiques macroéconomiques et de renforcement de la croissance qui soient inclusives et favorables aux femmes et aux jeunes, en veillant à ce que leurs micro, petites et moyennes entreprises puissent survivre et prospérer.

Le programme de renforcement des capacités des jeunes du CIEFFA de l'Union africaine a pour objectif de permettre aux jeunes de devenir des champions, et de plaider en faveur de l'égalité des sexes dans l'éducation. Il a déjà eu un impact direct sur plus de 200 jeunes de toutes les régions d'Afrique. Mme Félicité Kou-Nange, Chargée de programme à CIEFFA UA, a expliqué que les jeunes ayant bénéficié de renforcement de capacités ont des profils divers et proviennent de différentes communautés comprenant de jeunes femmes fortes dans les domaines des STEAM, les disciplines de l'EFTP généralement dominées par les hommes, l'enseignement, les médias, entre autres.



4.0. Engagement des jeunes en faveur de l'éducation des filles

Après cette session, un panel de type podcast a été organisé par le GTJD et ONU Femmes sur le thème « De l'expérience à la politique », avec les panélistes suivants : M. Nicholas Ouma, Responsable jeunesse à l'ESTI-Commission de l'UA ; Djafarou Boureima Hadjara, Plan International ; Christine Muna, OSC- PALNetwork ; et Abdoul Wahab Hamidou, Jeunesse pour l'Initiative des Nations unies pour l'éducation des filles (UNGEI-Jeunesse). Cette session avait pour objectif de faire une brève synthèse du thème de l'année 2024 et des politiques connexes visant à améliorer l'éducation, en particulier l'accès et la qualité de l'éducation

l'investissement dans l'éducation /l'autonomisation économique des filles », avec des panélistes du PNUD, de Plan International, de la ZLECAf et des alumni du CIEFFA de l'UA. Au nombre des panélistes, il y avait Mme Secilia Bosco Responsable plaidoyer et communication à Plan International, Nozipho Hlophe du PNUD, Mme Gemma Matshediso Mbegabolawe du Secrétariat de la ZLECAf, Kia Sissoko de la Jeunesse/UNGEI et le Capitaine Kgomotso Phatsima, alumni du CIEFFA de l'UA. Ils se sont penchés sur les initiatives des jeunes sur le terrain et leurs expériences, ainsi que sur les questions de politique. L'organisation



l'éducation, en particulier l'accès et la qualité de l'éducation pour les jeunes, les femmes et les plus vulnérables, afin de s'assurer que personne ne soit laissé pour compte. Cette plateforme, qui arrive à point nommé, a permis de faire le point sur le thème de l'année de l'Union africaine sur l'éducation, sa dynamique, ses réalisations et ses défis, comme l'a expliqué Nichola Ouma de l'ESTI. En outre, les jeunes ont partagé leurs expériences dans le domaine de l'éducation, en relation étroite avec les politiques éducatives.

Cette discussion a fait place au dialogue mené par le GTJD sur « l'autonomisation économique par le financement de l'éducation et

ImpactHer, en collaboration avec le CIEFFA UA, a ensuite procédé au lancement officiel d'une note d'orientation sur les réflexions et les recommandations issues de la recherche : « Comblent le fossé numérique — autonomisation des femmes et des filles en Afrique grâce à l'alphabétisation numérique et à l'éducation à l'intelligence artificielle ».

Enfin, la session s'est achevée sur le partage et la présentation par des jeunes de leurs innovations et de leur accès aux opportunités, ainsi que des impacts éducatifs qui en découlent pour leur vie. Ces jeunes venaient d'Oxfam, d'AGCCI, d'ONU Femmes, de FAWE, du CIEFFA UA, de Plan International et de la Fondation Schulmberger

5.0. Événements parallèles

La conférence a également donné lieu à des événements parallèles tout au long des trois jours. Ceux-ci ont été organisés par différentes institutions et ont fortement contribué au dialogue sur l'éducation des filles en Afrique. Les événements parallèles fournissent des recommandations politiques et pratiques clairement démontrables, ainsi que des solutions innovantes en faveur de l'éducation des filles. Ils permettent de voir également les partenariats entre différentes organisations et une inclusion délibérée des jeunes.

JOUR UN



JOUR DEUX



JOUR TROIS



5.0. Événements parallèles

Voici un aperçu des seize (16) événements parallèles qui ont eu lieu au cours des trois jours et qui ont contribué aux recommandations de la conférence dans son ensemble.

| ÉVÉNEMENT PARALLÈLE | ORGANISATEUR(S) |
|---|--|
| Faire progresser l'égalité des sexes dans l'éducation : Enseignements tirés de l'initiative « Le genre au centre » et pistes pour l'avenir | UNESCO IIEP; UNGEI |
| Les partenariats et les approches multisectorielles en tant que catalyseurs de l'éducation des filles et de l'autonomisation des femmes - Alimentation scolaire locale | Programme alimentaire mondial |
| Financement de l'éducation sensible au genre : Un agenda stratégique pour le thème retenu par l'UA pour l'Année de l'éducation | ACTION AID; OXFAM; FAWE; UNICEF; ONU Femmes |
| Toutes les adolescentes d'Afrique terminent l'école secondaire, en sécurité, en étant fortes et autonomes : il est temps pour le programme Éducation Plus | UNAIDS; ONU Femmes; UNFPA ; UNESCO ; UNICEF |
| Renforcer les communautés : Le rôle des chefs religieux et traditionnels dans la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) afin d'améliorer l'éducation des filles / Risques et normes en matière de VBG et de violence basée sur le genre en milieu scolaire (SRGBV), et développement de solutions basées sur la communauté. | WorldVision; Plan International; ONU Femmes; CARE; Bakhita Partnership for Education |
| Vers un environnement d'apprentissage sécurisé pour les filles | World Vision Int.; Plan International ; UNICEF |
| Transformer l'avenir : soutenir le parcours des adolescentes et des jeunes mères sur le plan de la santé, de l'éducation et des compétences | UNICEF ESARO ; UNESCO ROSA |
| Méthodes et approches innovantes en matière de recherche pour l'action collective de la société civile dans le but de contribuer à l'amélioration de l'accès des filles, dans toute leur diversité, à l'éducation et à la lutte contre les pratiques préjudiciables. | Filles Pas Epouses; ANCEFA ; Humanity Inclusion; UNGEI; Feminist Network for Gender Transformative Education |

5.0. Événements parallèles

| ÉVÉNEMENT PARALLÈLE | ORGANISATEUR(S) |
|---|---|
| Autonomiser les filles pour le 21 ^e siècle : combler l'écart entre les sexes dans le développement des compétences | ESTI CUA; UNICEF ; UMUZI |
| Garantir le droit à l'éducation des filles enceintes et des jeunes mères grâce à des actions de sensibilisation au niveau local, à des lois et politiques nationales favorables et à des données sexospécifiques de bonne qualité. | World Vision Int. |
| Renforcer les capacités des femmes et des jeunes filles en Afrique dans le but d'accroître leur participation au commerce intra-africain/Autonomisation économique des jeunes filles grâce à l'éducation sociale et financière : une voie vers l'apprentissage inclusif et le développement durable | AFCTA |
| Prioriser l'éducation des filles et des femmes : une stratégie pour un meilleur accès à un apprentissage inclusif, tout au long de la vie, qualitatif et pertinent en Afrique | AfECN ; IPED; UA CIEFFA |
| Prix UNESCO pour l'éducation des filles et des femmes : Les leçons tirées des lauréates africaines | UNESCO; |
| Un excellent investissement : L'impact des femmes chefs d'établissements sur l'enseignement et l'apprentissage | UNESCO IICBA, AU CIEFFA & Mission Permanente du Japon à l'UA; UNICEF ; UNESCO IIEP ; GCI; FAWE |
| Rapport sur l'état de l'éducation des filles en Afrique : Dialogue avec les points focaux du CIEFFA UA | AU CIEFFA ; UNESCO IIEP ; UNESCO IICBA |
| Résilience et apprentissage : Répondre aux besoins éducatifs des filles réfugiées dans les situations d'urgence et de changement climatique | BakhitaPE ; Jesuit Refugee Service; Plan International; Secondary Education Working Group(SEWG) |

5.0. Cérémonie de clôture



La quatrième journée s'est achevée par la clôture de la conférence, qui a une fois de plus été marquée par une volonté ferme et vigoureuse d'accroître et de renforcer les efforts en matière de réformes politiques et de partenariats afin de promouvoir l'éducation des filles et des femmes pour le développement et l'avancement de l'Agenda 2063; ceci, en vue d'améliorer et de pérenniser les moyens de subsistance et l'aptitude à l'emploi des filles et des femmes.

Mme Lorato Modongo a fait une présentation sur l'appel à l'action et les recommandations de la première conférence panafricaine sur l'éducation des filles et des femmes. En outre, Mme Simone Yankey-Ouattara, Coordinatrice par intérim du CIEFFA UA a également précisé que dès son adoption par le Comité technique spécialisé (CTS) de l'Union africaine sur l'éducation, la science, la technologie et l'innovation, le PANCOGED deviendra un événement biennal de l'UA.

M. Samuel Norgah, Directeur de WorldVision International et Mme Doris Mpoumou, Directrice, Bureaux de liaison de Plan international auprès de l'UA ont exprimé leur gratitude à tous les participants. Ils ont souligné le rôle essentiel que jouent les OSC et ont appelé à une action supplémentaire de la part de tous pour progresser dans l'éducation des filles.

Des commentaires de haut niveau ont été faits par le Dr Rita Bissoonauth, Directrice du bureau local de l'UNESCO auprès de l'UA, M. Thomas Huyghebaert, Chef de la division politique et coopération à la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Union africaine, S.E. Mme Nancy Chaola Mdooko M.P. Vice-ministre de l'Éducation du Malawi, et S.E. le Professeur Mohammed Belhocine, Commissaire à l'ESTI-Commission de l'UA, qui a officiellement clôturé la conférence.



5.0. Cérémonie de clôture

Une fois de plus, il a été stipulé que l'éducation est un outil essentiel pour atténuer les vulnérabilités, les inégalités socioculturelles et politiques et la pauvreté, et pour permettre aux filles de reprendre leur vie en main. Les États membres ont été invités à adopter et à mettre en œuvre les politiques et les stratégies de l'Union africaine pour combler le fossé entre les sexes dans les systèmes éducatifs, à mobiliser des ressources et à accroître les investissements pour soutenir le développement des infrastructures, la formation des enseignants et la fourniture de matériel pédagogique essentiel ainsi que d'espaces sécurisés pour l'enseignement et l'apprentissage des filles et des femmes. Le renforcement des partenariats a également été réitéré comme étant crucial pour faire avancer les objectifs communs. Les États membres ont été invités à collaborer avec les organisations internationales, la société civile et le secteur privé en vue de mobiliser les ressources et l'expertise technique.

À l'issue de la conférence, 35 États membres de l'UA, 5 organes de l'Union africaine, les départements de la CUA, 7 agences des Nations



Unies, 5 partenaires de développement et 17 organisations de la société civile ont approuvé un appel à l'action et des recommandations (également accessibles sur le site web de l'AU CIEFFA).



AU/PANCOGEd1 en Photos



AU/PANCOGEEd1 en Photos





AUCIEFFA

Centre International de l'Union Africaine
pour l'Éducation des Filles et des Femmes

Nous contacter

Tel.: (226) 25 37 61 55

E-mail : au-cieffa@africanunion.org

B.P 1318, Ouagadougou 01 - Burkina Faso

Nous suivre

